

La liberté est en marche en Tunisie et l'Union européenne est à ses côtés

par le Commissaire Stefan Füle, Chargé de la Politique européenne de Voisinage et de l'Elargissement



Lors de mes différents déplacements en Tunisie depuis 2011 j'ai été le témoin de la détermination de tous les tunisiens à mettre la liberté en marche. Lorsque certains recherchaient les antagonismes, le peuple tunisien s'est engagé dans l'écoute et le dialogue. La parole a été libérée. Des compromis ont été trouvés entre toutes les composantes de la société. Car c'est le seul moyen d'assurer un projet politique et social légitime, et d'assurer des fondations solides et stables pour la nouvelle Tunisie.

Avec sa nouvelle Constitution résolument moderne et porteuse de nos valeurs communes, la République Tunisienne est désormais synonyme de démocratie. Elle est porteuse d'espoirs pour le peuple tunisien. Elle garantit le rôle et la place des femmes au sein de la société à tous les niveaux de responsabilités. Il s'agit là, selon moi, de la démonstration que la 'start-up democracy'* suit son chemin avec confiance et résolution. Elle peut compter sur l'aide de ses partenaires et amis, parmi lesquels l'Union européenne.

Les élections législatives du 26 octobre, puis l'élection présidentielle à partir du 23 novembre sont une étape indispensable pour l'adhésion de la population à ce nouveau projet de société, mais aussi pour la crédibilité internationale de la Tunisie.

L'Union européenne s'est résolument engagée aux côtés des institutions et de la société civile en fournissant une aide budgétaire et technique conséquente pour leur organisation tout en garantissant une parfaite neutralité. Nous venons de déployer une importante mission d'observation électorale, à l'instar de celle d'octobre 2011. Nous avons en outre financé des actions d'observation électorale par des organisations de la société civile tunisienne.

En effet, la démocratie requiert une vigilance constante. La mise en œuvre de la Constitution est la meilleure arme pour renforcer la confiance des citoyens, des consommateurs et des acteurs économiques et financiers.

Je voudrais rappeler que le succès de la transition réside aussi dans l'amélioration de la situation économique et sociale du pays. Cela implique de nouvelles réformes pour améliorer le climat des affaires, pour attirer et pérenniser les investissements créateurs d'emploi. Et ce, notamment dans les régions en retard de développement. Il faut une vraie politique de solidarité entre toutes les régions de Tunisie.

Plusieurs indicateurs montrent que des réformes ambitieuses doivent être engagées sans délai. Comme pour la Constitution, un dialogue responsable doit être engagé entre toutes les parties prenantes, en particulier les partenaires sociaux.

Pour sa part, l'Union européenne est prête à soutenir la Tunisie dans ce processus. Elle a fait une offre globale en vue d'assurer une intégration plus poussée de la Tunisie au marché européen, qui offrira de nouveaux marchés aux produits tunisiens et permettra de stimuler l'investissement et l'emploi.

A travers nos programmes de coopération, l'Union soutiendra notamment le développement régional, la modernisation du secteur privé, la facilitation du commerce, la bonne gestion des finances publiques, la formation professionnelle et le dialogue sur les questions migratoires.

Nous sommes également prêts à soutenir la Tunisie face au défi de l'extrémisme et de la violence. La sécurité est parfois mise en cause par des groupes criminels, les trafics et la délinquance. Ils ne doivent pas affecter le processus démocratique. Les actes criminels menacent les vies comme les emplois. Les citoyens, les acteurs économiques, les consommateurs ont besoin d'une justice indépendante et efficace. L'Union européenne est aussi aux côtés de la Tunisie pour consolider les droits fondamentaux des citoyens, les réformes institutionnelles, celles dans le domaine de la justice, et pour la modernisation du secteur de la sécurité afin de garantir la pleine application des droits et principes consacrés par la nouvelle Constitution.

Dans ce contexte, la société civile a un rôle crucial: alerter sur des dérives possibles et aussi proposer de nouvelles avancées de la législation. Depuis 2011 l'Union Européenne s'est engagée à soutenir la société civile tunisienne. Plusieurs opportunités de financement de l'action associative sont prévues chaque année pour favoriser la participation de la population tunisienne au processus de développement du pays.

La Tunisie représente bien plus qu'un voisin et un solide partenaire économique et commercial pour l'Union européenne. Elle est un *partenaire privilégié* de l'Union. Nous sommes déterminés à l'accompagner dans les prochaines étapes de sa transition, au bénéfice de nos peuples respectifs.

* *nom de la conférence internationale organisée à Tunis le 8 septembre 2014 : voir <http://www.itsud.tn/fr/home.html>*

Background Coopération financière (DG DEVCO)

L'UE, entre 2011 et 2013, a presque doublé les fonds bilatéraux pour la Tunisie de €240 millions à €445 millions. En outre pendant cette période d'autres financements ont été garanti à la Tunisie dans le cadre d'autres initiatives (Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme, l'instrument de stabilité, coopération transfrontalière, Mission d'observation électorale de 2011, la facilité d'investissements pour le voisinage etc) pour un total de € 40 millions. La Tunisie a été le premier bénéficiaire des fonds SPRING (allocation supplémentaire appliquant le principe du 'plus de soutien pour plus de réforme') avec une allocation totale de €155 millions pendant la période 2011-2013 (€20 millions en 2011, €80 millions en 2012 et €55 million en 2013).

Depuis 2011, la coopération s'est élargie, non seulement en volume mais surtout en termes de thématiques et secteurs puisque font maintenant partie de notre coopération le champ de la gouvernance démocratique (justice, sécurité), les questions de lutte contre les disparités régionales (projet santé, action de l'UE sur la réhabilitation des quartiers populaires), d'accompagnement au processus de décentralisation (en particulier le sujet du financement des municipalités mais aussi du développement local, notamment via l'initiative ENPARD sur l'agriculture et le développement rural), l'intégration des questions relatives à l'emploi (notamment pour les jeunes diplômés) et l'accompagnement à des initiatives de dépollution.

Soutien aux élections: L'UE est engagée aux côtés de la Tunisie pour la bonne organisation des élections. Une assistance technique (au bénéfice de l'Instance supérieure Independent pour les élections - ISIE et de la Haute Autorité Indépendante de la communication audiovisuelle-HAICA) est déjà sur place depuis début 2014 (montant total environs €1 million). Un soutien ultérieur aux institutions en charge du processus électoral sera assuré à travers le programme d'appui budgétaire – Programme d'appui à la relance 3 (PAR3) pour un montant de € 45 millions. L'UE soutient également des organisations de la société civile. Un appel à propositions pour un montant de €1 million avait été lancé en mars 2013 afin de promouvoir l'implication de la société civile dans la transition démocratique. Deux actions ont été sélectionnées pour promouvoir l'observation domestique des élections.

La délégation de l'UE est actuellement responsable pour un total de 54 projets mis en œuvre par des organisations de la société civile pour un montant total correspondant à €16 millions, financé par l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), la facilité pour la société civile, l'instrument de stabilité (IS), le programme Acteurs Non Etatiques (NSA). Les projets couvrent un éventail important de secteurs (soutien aux droits des femmes, promotion de la liberté d'expression et promotion des valeurs démocratiques, lutte contre la torture, observation domestique des élections, soutien au développement d'une société civile indépendante et promotion de la participation des associations de citoyens dans la définition du programme de réforme du pays pour soutenir le développement local durable.

L'UE finance également des projets visant à soutenir le développement de la société civile, par exemple, le Programme d'Appui à la Société Civile Tunisienne, (PASC) qui vise à améliorer l'environnement institutionnel et juridique de la société civile et ou un projet avec le réseau Euro-méditerranéen pour les droits de l'homme qui a comme objectif de promouvoir le dialogue et l'information sur les programmes et politiques de l'UE. L'UE soutient également la plate-forme JAMAITY pour favoriser l'échange et le partage information parmi les ONG. .